

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 1

Artikel: Risque et menaces en ce début de XXIe siècle : un nouvel ordre mondial? 2e partie
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346208>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Risque et menaces en ce début de XXI^e siècle

Un nouvel ordre mondial? (2)

Constat amer! Le monde, depuis 1990, est devenu décérébré, épileptique; ses convulsions, ses spasmes se manifestent par d'incessantes tensions, crises ou conflits aux causes militaires, ethniques, économiques, culturelles, religieuses. Si un diagnostic approfondi permet de voir quelques symptômes d'amélioration, la thérapie appliquée semble ne pas avoir donné de résultats probants. Après une période d'efficacité dans la foulée de la chute du Mur de Berlin et de l'implosion de l'Union soviétique, les institutions internationales, mises en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, connaissent à nouveau des difficultés à jouer leur rôle de médecins et à soigner les maux de la planète¹.

■ Col Hervé de Weck

Guerres internes

La guerre interne présente des similitudes avec la guerre révolutionnaire qui vise à conquérir le peuple et non le terrain. Elle se déroule à l'intérieur d'un ou plusieurs Etats; ses protagonistes se soucient peu des conventions internationales et du droit humanitaire; la destruction de l'adversaire, le génocide apparaissent comme leurs buts ultimes. Le tiers-monde sous-développé, mais également l'Europe depuis 1990 subissent les terribles effets de l'ethno-centrisme, du repli identitaire et du nationalisme exacerbé (Tchéchénie, Bosnie, Kosovo), de luttes aux motivations complexes, ethniques, religieuses, tribales qui opposent des groupes armés, des clans, des bandes. Ces affrontements ne se déroulent plus sur des champs de bataille; ils sévissent dans les villes ou les campagnes, dont les populations

sont littéralement prises en otages.

Le nombre des guerres civiles n'a cessé d'augmenter depuis la fin de la guerre froide. Comment les réduire? Pour l'heure, on n'en sait trop rien, ce qui n'empêche pas de prétendre que les habitants des pays qui en sont frappés la vivent comme un désastre total. Or, ce n'est pas le cas: beaucoup les apprécient, et c'est même la raison principale pour laquelle il s'avère si difficile d'y mettre un terme. La thèse qui dénonce de «vilains sauvages», toujours prêts à se battre, serait plus convaincante si elle expliquait pourquoi, pendant de longues périodes, ces ethnies ennemies ont pu vivre en bonne intelligence. Les guerres civiles donnent-elle vraiment un coup de frein désastreux au développement? Pourquoi, dès lors, peuvent-elle durer des dizaines d'années? En réalité, elles ne sont nullement le signe d'un système en panne, mais de l'émergence d'un

système nouveau, qui a sa propre cohérence, dans lequel les gens font de l'argent et assurent leur protection autrement. Les acteurs utilisent la violence comme un outil qu'ils apprécient!

Les guerres civiles sont-elles dues à la lutte entre combattants nationalistes et détenteurs du pouvoir colonial? La plupart remontent à l'action de dirigeants post-coloniaux ou communistes, qui ont attisé des divergences ethniques pour protéger leur pouvoir et leurs privilèges. Afin de combattre les «menées révolutionnaires», ils recrutent des troupes ou des milices ethniques mal payées, qui cherchent à «se refaire» sur le dos des populations. Une économie de guerre se développe, dans la violence, autour de commandants et de chefs rebelles qui contrôlent des régions riches. Les bénéficiaires de cette situation n'ont aucun intérêt à gagner la guerre. Pour eux, il vaut mieux que le conflit perdure, et la limite devient

¹ Première partie, voir RMS décembre 2001.

très floue entre guerre et gangstérisme.

Les «démons ethniques» au Congo-Brazzaville semblent une sorte de réplique du syndrome yougoslave. Depuis 1963, le marxisme jugulait les rivalités ethniques qui redeviennent virulentes dès sa chute en 1992, aggravées par la rancœur entre les tribus favorisées et celles défavorisées par l'ancien régime. L'Angola n'a jamais connu la paix, depuis son indépendance en 1975. Après vingt ans de guerre et plus de 500000 morts, l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (L'UNITA) et le parti au pouvoir, le Mouvement de libération de l'Angola (MPLA) concluent la paix en 1994. Pourtant, les combats reprennent... Le tiers du pays est aux mains de l'UNITA, financée par le commerce des diamants, tandis que les agglomérations et les ressources pétrolières sont entre les mains du président Dos Santos².

Les guerres civiles apparaissent par conséquent comme des activités «normales», dont les objectifs sont économiques, psychologiques et sécuritaires. Si l'on veut se donner les moyens de les réduire un jour, il faut les considérer et les traiter comme des maladies infectieuses. «L'impuissance du monde civilisé face à la résurgence de ce qu'on peut appeler la nouvelle barbarie n'est pas



Un poste de contrôle allemand à Prizren. Sans la KFOR, les combats ethniques recommenceraient...

seulement conjoncturelle. Les foyers, heureusement peu nombreux, de l'instabilité meurtrière reflètent des situations historiquement irrésolues et, peut-être, à jamais inextricables. Selon les hypothèses les plus optimistes, deux ou trois générations vont passer jusqu'à ce que les troubles ethniques connaissent une accalmie permettant d'en finir avec la déconstruction actuelle des Etats concernés³.»

Des guerres internes côtoient des guerres internationales genre guerre du Golfe, mais également des conflits «classiques» (affrontement gréco-turc, guerres entre l'Inde et le Pakistan, guerres israélo-arabes). Certains de ces derniers menacent de se

rallumer, mais leur intensité tend à diminuer, parce que les protagonistes choisissent souvent de se «faufiler» dans l'infra-guerre. Ainsi les Israéliens et les Palestiniens au Proche-Orient. Un nouveau conflit entre l'Inde et le Pakistan, puissances nucléaires, verrait sans doute l'affrontement de formations blindées, d'avions et de navires de guerre, mais également la violence infra-guerrière, c'est-à-dire le terrorisme et la guérilla sur le territoire ennemi. Si le gouvernement américain constatait un risque d'engagement de l'arme nucléaire, il n'hésiterait pas à utiliser les grands moyens pour détruire le potentiel nucléaire des belligérants⁴...

² Le Figaro, 12 septembre 1999.

³ Molnar, Miklos: *op. cit.*, pp. 366-367.

⁴ Wicht, Bernard: L'OTAN attaque! La nouvelle donne stratégique. Genève, Georg, 1999, pp. 10, 85, 88-89, 92, 117-118 (post-face de Jean-Jacques Langendorf). Collet, André: *op. cit.*, p. 5.

3. Enseignements de la guerre au Kosovo

Les conflits en ex-Yougoslavie ont une origine religieuse, non pas ethnique. Serbes, Croates, Bosniaques et Cosovars ne se distinguent-ils par leurs croyances religieuses ? Les Bosniaques se sont convertis à l'islam à l'époque de l'Empire ottoman, ce que ni les Serbes, ni les Croates ne leur pardonnent. On est dans une zone frontière entre le monde chrétien et le monde musulman. Quoi qu'il en soit, des pays chrétiens, membres de l'Union européenne, sont intervenus militairement en 1999 aux côtés des Etats-Unis, dans le cadre de l'OTAN, contre la politique d'épuration ethnique menée au Kosovo contre des musulmans par le pouvoir serbe orthodoxe⁵.

Eviter la mort de soldats, c'est un impératif aux Etats-Unis, mais également en Europe, dès l'instant où l'on intervient au profit des « autres », ce qui interdit une intervention terrestre impliquant des pertes



Mitrovica au Kosovo, vu depuis le poste français de « Montségur » (février 2001).

qui pourraient être importantes. Le principe du « zéro mort » rejoint la tendance à « refuser » la mort, particulière aux Occidentaux.

La guerre aérienne sans pertes, conduite par l'OTAN, est une application des théories de John Warden, qui prône la paralysie par l'aviation de la capacité décisionnelle de l'ennemi, non pas, comme pendant la

Seconde Guerre mondiale, la destruction de son potentiel économique et industriel. Warden se base sur une modélisation de l'ennemi considéré comme un système organisé en cinq cercles. Pour acquérir la supériorité aérienne, il faut aveugler et détruire les centres de gravité du cercle intérieur, ce qui rend possible la destruction des centres de gravité des autres cercles. La phase terminale (si vraiment indispensable!), ce serait les combats au sol.

Durant la guerre OTAN-Yougoslavie, deux stratégies s'opposent, d'une part le « Tout aérien » de forces occidentales aux appareils et aux systèmes de conduite hyper-modernes, d'autre part celle « primitive » du commandement serbe, fondée sur une « valeur archaïque » accordée à la vie humaine et à l'individu. Si les civils, au

1 ^{er} cercle (tout à l'intérieur)	capacité décisionnelle au plus haut niveau (centrales d'engagement, structures de commandement politique et militaire);
2 ^e cercle	organes vitaux (réseaux de télécommunications, radars, positions de missiles, logistique);
3 ^e cercle	infrastructures (routes, aérodromes, usines);
4 ^e cercle	population;
5 ^e cercle (tout à l'extérieur)	forces de défense.

⁵ Benchenane, Mustapha: « Religion et politique », Défense nationale, novembre 1999, pp. 46-47.

Kosovo, constituent un enjeu pour les alliés de l'OTAN, pour les Serbes, ils servent de victimes expiatoires, d'otages, de «boucliers humains» destinés à protéger les infrastructures civiles, les positions militaires et les matériels, voire de réfugiés que l'on «projette» en Albanie et en Macédoine, afin de déstabiliser les pays environnants et les forces de l'OTAN.



En cas d'opérations terrestres, les forces occidentales auraient buté sur des combattants serbes poussant devant eux des enfants et des femmes kosovars. Photos à la une de tous les médias et, quelques jours plus tard, la guerre aurait bien dû se terminer, puisque l'Occident ne supporte pas que des chars blessent ou tuent des bébés pour atteindre des militaires serbes qui se cachent derrière la population civile! Une telle stratégie permet au plus faible de bloquer l'action des moyens militaires «invincibles» du plus fort⁶.

Malgré la guerre aérienne, les forces terrestres serbes maintiennent leur discipline et leur cohérence, limitent les pertes grâce à des mesures rustiques mais efficaces que sont la contre-surveillance, la dissimulation, le camouflage, le leurrage, la déception, l'enfouissement et la dispersion. Elles limitent les sources d'émissions

électro-magnétiques ou thermiques en éteignant le plus vite possible leurs radars, en arrêtant les moteurs de leurs véhicules. Les blindés et les véhicules de combat sont camouflés dans des bâtiments déjà détruits et des édifices civils. Les mouvements militaires s'effectuent, «noyés» dans des colonnes civiles. D'une manière surprenante, les moyens d'acquisition dernier cri des formations de l'OTAN identifient souvent comme véritables les faux chars, canons en bois, sites lance-missiles factices, mis en place par les Serbes.

Tant que les forces terrestres de Milosevic restent camouflées et déployées dans le terrain, elles sont peu vulnérables.

La 3^e Armée ne subit des pertes sérieuses qu'au moment où elle sort de ses couverts pour faire face, le long de la frontière albanaise, à une offensive de l'UCK, commandité et soutenue par l'OTAN⁷. Dans ce domaine, il y a des enseignements à tirer pour les forces suisses...

4. L'insécurité, le cas exemplaire de la France

En Occident, il existe incontestablement un sentiment d'insécurité. La menace reste diffuse et imprévisible⁸. La délinquance urbaine, les «incivilités» pour utiliser un langage politiquement correct, se trouvent à la source de ce senti-

⁶ Glucksmann, André: «Le Kosovo, une nouvelle forme de conflit dans l'après-guerre froide», Défense nationale, décembre 1999, pp. 22-23. Saint-Germain, Paul-Yvan de: «La campagne aérienne du Kosovo, quels enseignements dans le futur», L'Armement, mars 2000, pp. 99-100.

⁷ Wicht, Bernard, op. cit., pp. 72, 79. Monchal général: «FORCE ALLIÉE» à la lumière de Beaufre et de Joffre», Défense nationale, août-septembre 1999.

⁸ Werner, Eric: L'après-démocratie. Lausanne, L'Age d'homme, 2001, p. 16.

ment. Tous les Etats européens sont atteints, mais le cas de la France apparaît exemplaire. Après le chômage et les fortes inégalités économiques et sociales, la V^e République se distingue par l'insécurité.

En ce début du XXI^e siècle, la délinquance y est générale: toutes les régions, les villes comme les campagnes, tous les milieux en pâtissent. Nombreuses et diverses en sont les causes, entre autres la télévision qui célèbre la violence. Les acteurs jouant de la gâchette font figure de héros, si bien que beaucoup de jeunes, victimes de la faillite de l'école publique, s'imaginent qu'ainsi est la vie, le succès et la considération s'obtenant par la violence. Les attraits de la fortune et l'argent-roi sont également encensés, excitant les convoitises

qu'exacerbent les inégalités socio-économiques, elles aussi partout diffusées.

Mal contrôlée, l'immigration contribue à l'insécurité générale. Le « choc des cultures » est, peut-être en France, plus brutal qu'ailleurs, en raison des origines et de l'importance des flux migratoires. Ayant vécu dans un environnement physique et social tout autre, héritiers d'une histoire spécifique, ces émigrés ont une culture différente. Ils y sont d'autant plus attachés qu'ils sont plus nombreux dans un environnement, dont les mentalités et les mœurs leur sont étrangères, voire qui leur paraissent répréhensibles.

Bien que la France entretienne d'importants effectifs de police, de plus en plus nombreux sont les crimes et les délits re-



Un démineur en action...

censés, beaucoup commis par des mineurs. Bon an mal an, on compte plus de 500000 cambriolages; la destruction ou la dégradation de biens publics ou privés est quotidienne; des milliers de voitures brûlent; les conducteurs et les agents des transports publics sont agressés. Officiellement, il existe quelque 700 zones urbaines « sensibles » (autre dénomination du langage « politiquement correct »). Les commerçants d'une trentaine d'entre elles bénéficient d'exonérations fiscales, afin qu'ils ne fuient pas devant les vols, les violences, le pillage, la mise à feu de leur commerce. D'autres mesures sociales, fort coûteuses pour la collectivité, touchent 350 zones dites de « redynamisation urbaine », ce qui n'empêche pas le saccage du mobilier urbain, les bris de vitrines, le barbouillage des murs, etc.

Le racket dans les écoles est devenu banal et les enseignants sont molestés, agressés. Il s'agit souvent de gens qui se pré-

Des « chaudrons » urbains en France

« Prenez une fusée de forte puissance. Fichez à son extrémité un embout de tournevis bien aiguisé. Allumez un feu de poubelle dans la rue. Attendez qu'une voiture avec gyrophare arrive. Visez-la et allumez la mèche. » Dans les quartiers sensibles de Lyon, voilà le « petit jeu » décrit par un gardien de la paix. Avant le 14 juillet 2001, les patrouilles ont essuyé plusieurs tirs de pièces d'artifice professionnelles, des engins particulièrement dangereux volés dans les réserves d'une firme spécialisée. A Vaulx-en-Velin, 80 kg d'explosifs divers ont été retrouvés chez un ancien employé municipal qui en aurait vendu dans les cités. Plusieurs cabines téléphoniques, du mobilier urbain, un container ont sauté avec une violence qui a alerté les enquêteurs. (*Le Figaro*, 17 juillet 2001)

Dans la semaine du 14 juillet 2001, plus de 130 voitures ont été incendiées dans la région parisienne, dont une bonne centaine dans le seul département de la Seine-Saint-Denis. Des événements similaires ont également eu lieu dans les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine. (*Désinformation-Hebdo*, 1^{er} août 2001)

sentent comme des champions des droits de l'homme bien davantage que de ses devoirs, qui contestent l'autorité, qui font preuve, par conviction ou démagogie, d'angélisme face à l'immigration. Leur « autorité » est, malgré tout, brutalement mise en question !

En 1995, près de 3,7 millions de crimes et délits sont enregistrés sur le territoire français. Leurs auteurs ont de bonnes chances de ne pas être arrêtés, sinon de se voir condamnés à une peine symbolique. Dans la plupart des agglomérations, l'insécurité cause un malaise latent. Qui, au moins une fois, n'a pas été cambriolé, agressé ? Sa voiture volée, détériorée ou pillée ? Les serruriers et les marchands de système de sécurité ou d'alarme font de bonnes affaires. Chacun, lorsqu'il le peut, fait blinder sa porte, doubler ou tripler les sécurités aux entrées des immeubles.

Les administrations, les assemblées, les ministères sont



La police et la gendarmerie sont débordées en France.

protégées. Gendarmes et CRS patrouillent, et leurs convois stationnent en longues files ou circulent bruyamment, sirènes hurlantes. A Paris, les 7^e et 8^e arrondissements semblent en état de siège. Les cars de police encombrant leurs rues, les véhicules porteurs de canons à eau et de herses destinés à interdire l'accès aux ponts sont

prêts à intervenir non loin de l'Elysée⁹. Tout ce déploiement n'empêche pas l'extension de zones de non-droit à Paris, dans ses banlieues et dans de nombreuses villes de province, dont la pénétration par les forces de l'ordre nécessite d'imposantes opérations policières.

H. W.
(A suivre)

⁹ Pierre-Marie Gallois: *Le sablier du siècle*. Lausanne, L'Age d'homme, 1999, pp. 550-551